Acat-France organise une nuit de prières pour les droits de l’Homme au Burundi

La Croix,Â 25/06/2021 Au Burundi, des signaux contradictoires en faveur des dÃ©fenseurs des droits de lâ€™homme
Analyse Ã€ lâ€™occasion de la 16e Ã©dition de la Nuit des veilleurs, lâ€™Acat-France organise, le samedi 26Â juin, une nuit d
priÃ¨res oÃ¹ il sera question, en particulier, du sort des dÃ©fenseurs des droits de lâ€™homme au Burundi. Un an aprÃ¨s
lâ€™investiture du prÃ©sident Ã‰variste Ndayishimiye, leur situation sâ€™est lÃ©gÃ¨rement amÃ©liorÃ©e.
Câ€™est une surprise, une bonne surprise. CondamnÃ© Ã trente-deux ans de prison, le dÃ©fenseur des droits de lâ€™homm
Germain Rukuki vient de voir sa peine rÃ©duite Ã un an et demi par la cour dâ€™appel de Bujumbura, mercredi 23 juin.
EmprisonnÃ© depuis plus de quatre ans, ce membre de lâ€™Acat-Burundi devrait donc Ãªtre libÃ©rÃ© bientÃ´t. ArrÃªtÃ© en ju
2017, dÃ©clarÃ© coupable et emprisonnÃ© en 2018 pourÂ Â« rÃ©bellion Â», Â« participation Ã un mouvement insurrectionnel
atteinte Ã lâ€™autoritÃ© de lâ€™Ã‰tat Â», le sort de Germain Rukuki semblait scellÃ© : comme celui de trÃ¨s nombreux dÃ©f
droits humains, de journalistes, de membres de lâ€™opposition depuis le coup de force constitutionnel, en 2015, de lâ€™ancien
prÃ©sident Pierre Nkurunziza, dÃ©cÃ©dÃ© lâ€™an passÃ©, sans doute duÂ Covid-19. Une libÃ©ration comme gage Ã lâ€™
europÃ©enne Comment comprendre cette soudaine clÃ©mence dans un rÃ©gime connu pour son extrÃªme duretÃ© avec ceu
qui le critiquent ? Â«Â Lâ€™annonce de sa libÃ©ration intervient alors que leÂ BurundiÂ nÃ©gocie avec lâ€™Union europÃ©en
sanctions qui pÃ¨sent sur lui. En libÃ©rant Germain Rukuki, Bujumbura donne un gage Ã lâ€™UE pour quâ€™elle accepte de
relancer sa coopÃ©rationÂ Â», analyse ClÃ©ment Boursin, le responsable de la zone Afrique Ã lâ€™Acat. Â Â«Â On peut note
lÃ©ger mieux dans le climat social depuis un an, depuis la mort de Pierre Nkurunziza et lâ€™investiture de son successeur, le
prÃ©sident Ã‰variste Ndayishimiye,Â poursuit-il.Â La libÃ©ration de Nestor Nibitanga, lâ€™ancien responsable de lâ€™Aprodh
(Association pour la protection des droits humains et des personnes dÃ©tenues), le 27 avril, va aussi dans ce sens. Mais il
ne faut pas Ãªtre dupe, la situation est encore trÃ¨s dangereuse pour les dÃ©fenseurs des droits de lâ€™homme au Burundi.Â Â
Les ONG restent prudentes Et de rappeler que la Cour suprÃªme du Burundi a rendu publique, en fÃ©vrier dernier, la
condamnation de douze dÃ©fenseurs des droits humains et journalistes burundais en exil â€“ dont le prÃ©sident de lâ€™Acat-
Burundi â€“ Ã des peines de prison Ã perpÃ©tuitÃ© pourÂ Â« insurrection Â»Â etÂ Â« organisation dâ€™un coup dâ€™Ã‰tat
peine de Germain Rukuki est saluÃ©e par toutes les grandes ONG de dÃ©fense des droits humains, ces organisations
restent aussi prudentes :Â Â« Les autoritÃ©s envoient toujours des signaux contradictoires. Elles ont levÃ© certaines
restrictions imposÃ©es Ã la sociÃ©tÃ© civile et aux mÃ©dias depuis le dÃ©but de la crise politique en 2015. Mais elles ont aus
renforcÃ© les restrictions pesant sur les dÃ©fenseurs des droits humains et les journalistes qui sont perÃ§us comme
critiques Ã lâ€™Ã©gard du gouvernementÂ Â», analyse ainsi Human Rights Watch. En un an, au moins 554 tuÃ©s Et si lâ€™
croit la Ligue burundaise de dÃ©fense des droits de lâ€™homme (Iteka), lâ€™une des rares ONG Ã travailler encore au Burund
mais de maniÃ¨re clandestine, les violences politiques nâ€™ont pas diminuÃ© depuis un an. Dans une lettre adressÃ©e Ã
Evariste Ndayishimiye,Â le 18 juin, Iteka constate quâ€™Â«Â au moins 554 personnes ont Ã©tÃ© tuÃ©esÂ Â» cette annÃ©e :Â
la moitiÃ© des victimes ont Ã©tÃ© retrouvÃ©es dans des riviÃ¨res, lacs, caniveaux et ruisseaux, un phÃ©nomÃ¨ne toujours
grandissant. Â»Â EtÂ Â« au moins 53 personnes ont Ã©tÃ© enlevÃ©es et sont portÃ©es disparuesÂ Â». Des exactions commis
les forces de lâ€™ordre et les miliciens rattachÃ©s au pouvoir. Laurent Larcher Toutes les infos sur la Nuit des veilleurs â€‰:
https://nuitdesveilleurs.fr/fr/